

Conseil d'administration 01-2021 du 10 mars 2021

Point « autorisation à accorder une remise des loyers aux locataires de l'Agence et de ses filiales »

Délibération n° 2021-04 du 10/03/2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu la Loi n° 2020-753 du 22 juillet 2019 portant création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires,
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;
- Vu l'article 193 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ;
- Vu l'arrêté en date du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
- Vu la note de présentation ;
- Vu l'avis de l'agent comptable ;

A la majorité des membres présents ou suppléés,

Le conseil d'administration décide d'autoriser le directeur général à :

- Accorder la remise gracieuse des loyers, charges et taxe foncière refacturée correspondant à la durée de fermeture imposée aux locataires, employant moins de 10 personnes avec un chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan de moins de 2 millions d'euros suivant les termes du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 et n'exploitant pas sous enseigne nationale ou internationale (exception faite de franchise), exploitant au sein des ensembles commerciaux appartenant à l'établissement et concernés par la fermeture imposée par arrêté. Cette remise gracieuse sera calculée sur la base de la durée de fermeture effective et accordée dans la limite d'un montant total n'excédant pas 390 000 € TTC.
- Voter, en sa qualité de représentant de l'établissement associé dans les sociétés dans lesquels l'établissement détient une participation et dans les filiales, en faveur de toute décision collective des associés accordant la remise gracieuse

susmentionnée aux locataires employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan est de moins de 2 millions d'euros suivant les termes du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, n'exploitant pas sous enseigne nationale ou internationale (exception faite de franchise)et exploitants au sein des ensembles commerciaux appartenant aux dites sociétés et filiales.

Fait à Paris, le 10/03/2021

La présidente du conseil d'administration

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cayeux', with a stylized flourish at the end.

Caroline CAYEUX